

Atelier n°3 : « Habiter la « transition » Des pratiques existantes aux politiques de transition : circulations et ambiguïtés»

Cet atelier se donne pour objet d'étude la « transition ». Nous souhaitons analyser la rhétorique qui l'entoure et les pratiques qui y sont associées en confrontant ce mot d'ordre aux expériences des acteurs et des populations, notamment celles liées à l'habiter au sens large. Cette mise à l'épreuve par l'habiter pourra se déployer sur de nombreux terrains, y compris dans une perspective comparée à l'échelle européenne et au-delà (en incluant notamment des villes du Sud).

La rhétorique de la « transition » circule au sein de différents milieux qui, habituellement, s'inspirent d'appuis plus antinomiques. On la retrouve en effet dans les discours militants, institutionnels, professionnels, politiques, scientifiques, etc. Pour l'essentiel, ces acteurs conservent des difficultés à repenser les modes de production et de consommation, l'accélération des dégradations portées à l'environnement, le renforcement des inégalités ou les injustices environnementales, mais ils sont surtout confrontés à des difficultés pratiques lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre concrètement la « transition ». Par exemple, lorsqu'un jardin partagé est mis en place par une municipalité et ne trouve pas son public[1], ou lorsqu'une association coopérative militante tente de surmonter par ses initiatives l'entre-soi qui la menace[2]. Dans quelle mesure ces difficultés pratiques auxquelles sont confrontées les démarches de « transition », peuvent-elles nous permettre de mettre à l'épreuve cette notion ? Ce questionnement vient à la suite de la réflexion menée par l'atelier précédent, intitulé "Développement durable et acceptabilité sociale". La notion de « transition » et surtout ses usages, soulèvent de nombreux problèmes. Ceux-ci avaient été mis en évidence lors de cet atelier qui a duré quatre ans et rappelés dans les deux numéros de la revue *Vertigo* consacrés à l'acceptabilité sociale[3]. Par exemple, les expérimentations menées au nom de la transition énergétique mêlant usagers, habitants, industries, experts et pouvoirs publics se sont multipliées ces dernières années. Souvent d'inspiration plus ou moins behavioriste, l'approche dominante induit l'existence de deux entités : les usagers d'un côté et les objets techniques, ainsi que les techniciens, de l'autre. L'enjeu, dans cette optique, consiste ici à envisager une acculturation mutuelle permettant la réussite de la relation. On peut néanmoins considérer qu'une telle démarche fait l'impasse sur l'existence des « milieux » constitués entre autres par ces assemblages à la fois humains et non humains[4].

Ce nouvel atelier doit tout d'abord faire le point quant au travail scientifique mené sur la « transition » : nous établirons dans ce but une cartographie des différentes conceptions qui sont en circulation, puis nous essaierons de repérer les acteurs qui s'approprient ou sont liés à ces conceptions et enfin, nous tenterons de suivre les processus qui traversent les situations et les milieux concernés. Nous aborderons ensuite la question centrale du sacrifice et des inégalités face à ce sacrifice (groupes sociaux vulnérables, petites entreprises, territoires défavorisés, etc.), puis celle des collectifs susceptibles d'être mobilisés ou sommés de le faire par les injonctions à la « transition » auxquels ils sont soumis, et enfin, du type de capacités d'agir que cela produit (répertoire d'action collective, etc.) et des obstacles ou difficultés que

les différents acteurs rencontrent. Bref, nous souhaitons croiser à l'occasion de cet atelier les enjeux de connaissance et les enjeux politiques liés à la « transition », par le biais des pratiques de l'habiter et des moyens de les connaître.

Quelles sont les temporalités des politiques et des pratiques de « transition » ? Par qui sont-elles menées ? Dans quelle mesure celles-ci sont-elles congruentes entre elles, avec les pratiques existantes, la vie urbaine, périphérique, rurale ? Les pratiques de « transition » sont-elles de même nature selon la taille du bourg ou de la ville concernés, du degré d'intégration de ces villes dans des réseaux urbains plus globaux ? Que signifie vivre au quotidien une démarche de « transition », ou même l'envisager ? Comment fabriquer des espaces de l'habiter en menant ce travail sur les pratiques ? Dans quelle mesure les « écoquartiers » renouvellent-ils les relations pratiques à la « transition » ? Bref, les points à soulever dans cet atelier, et ce qu'ils nous disent du commun, ne manquent pas au moment où la rhétorique de la « transition » s'installe dans le fauteuil recyclé du développement durable.

1 Zomer M. (2015), Cultiver les cités. Genèse d'une politique publique ? Etude du développement des jardins en pied d'immeubles en Seine-Saint-Denis, Mémoire de recherche, Sciences Po Lille, Master Affaires Publiques et Gestion des Biens Communs, Majeure Métiers de l'Action Publique.

2 Par exemple, le supermarché coopératif La Louve qui va ouvrir dans le 18ème arrondissement de Paris a mis en place une modulation des tarifs d'adhésion et mené des actions publiques, pour conduire des habitants du quartier non militants ou non sensibilisés à rejoindre l'association et à participer au fonctionnement coopératif du supermarché, mais aussi permettre l'accès du supermarché aux migrants.

3 Boissonade J., Barbier R., Fortin M-J., Bauler T. et Raufflet E., Fournis Y., Mettre à l'épreuve l'acceptabilité sociale, revue [VertigO], première partie, (2015)
<http://vertigo.revues.org/16679>, deuxième partie (2016), <http://vertigo.revues.org/16912>

4 Simondon G. (2012), Du mode d'existence des objets techniques, Aubier, 2012